

Ce nouveau scandale de corruption qui ébranle le ciel européen



Des compagnies et des syndicats veulent annuler un accord avec le Qatar suite au renvoi d'un haut fonctionnaire.

Un nouveau scandale s'est infiltré dans les couloirs de la Commission européenne. Il pourra avoir des conséquences lourdes pour le secteur aérien. Le 29 janvier dernier, Henrik Hololei, un haut fonctionnaire européen, a été licencié suite à une enquête interne de plusieurs mois, comme le révélait Politico. L'Estonien a été reconnu coupable d'avoir accepté des cadeaux, des voyages et des vacances luxueuses pour lui et sa famille de la part du Qatar. Or l'homme n'est pas n'importe qui, puisqu'en tant qu'ancien directeur de la DG Move, il a mené les négociations d'un accord phare de "ciel ouvert" entre l'Union européenne (UE) et l'émirat.

Un deal que plusieurs grandes compagnies aériennes européennes et différents syndicats veulent désormais suspendre, suite à cette affaire de corruption. On vous explique. Le 18 octobre 2021, l'UE signait un " *accord global sur les services de transport aérien*" avec le Qatar.

Un accord "très déséquilibré"

Sur le modèle du "ciel ouvert" existant entre les États-Unis et l'Europe, l'accord prévoyait " *un accès de trafic illimité aux marchés réciproques des signataires*". En d'autres termes, les compagnies aériennes de l'UE ont désormais le droit d'ouvrir à volonté des lignes vers Doha, là où la seule Qatar Airways a la possibilité d'envoyer ses avions en Europe, sans aucune contrainte ou restriction.

Mais dès le départ, cet accord sentait le soufre. " *Il était très déséquilibré*", analyse Wouter Dewulf, professeur d'économie à l'Université d'Anvers. On " *offrait*" à Qatar Airways 450 millions de consommateurs européens, alors qu'aucune compagnie européenne n'a grand intérêt d'envoyer ses avions vers le Qatar et ses 2,5 millions d'habitants".

"Concurrence déloyale"

À l'époque, déjà les grandes compagnies européennes comme Air France, Lufthansa ou KLM avaient dénoncé le deal. Selon elles, la concurrence de Qatar Airways était déloyale. Elles reprochaient au transporteur qatari d'être massivement subsidié, d'avoir accès à un kérosène bon marché, d'utiliser du personnel avec des bas salaires et de ne pas avoir les mêmes obligations environnementales qu'elles.

Ces aspects de concurrence déloyale avaient pourtant été, partiellement, abordés dans l'accord. *"Il y avait une clause spécifique sur les finances de Qatar Airways, mais d'après mes sources, l'émirat n'a jamais donné les gages de transparence que l'Europe lui demandait"*, poursuit M. Dewulf.

Un dossier qui divise l'Europe

Beaucoup se posent donc la question, et encore davantage depuis la révélation de cette affaire de corruption : quel était l'intérêt de l'Europe de signer un tel deal avec le Qatar ? *"Il y a certainement eu des contreparties qui ne sont pas dans l'accord, comme la vente d'Airbus ou d'avions militaires au Qatar"*, souligne le professeur. *"L'Europe a aussi besoin du gaz qatari"*, rappelle M. Dewulf. Même si tous n'ont pas encore ratifié cet accord, ce qui n'empêche pas le "ciel ouvert" d'être déjà d'application, tous les pays de l'UE l'avaient approuvé. *"On y retrouve aussi le leitmotiv de la Commission européenne qui a toujours privilégié le consommateur, développe notre spécialiste. En amenant Qatar Airways en Europe, on amenait davantage de concurrence et on faisait baisser les prix."*

Pour M. Dewulf, il serait temps *"de rééquilibrer la balance en faveur des transporteurs européens. Si on ne bouge pas, on risque de devenir complètement dépendants des compagnies du Golfe dans nos voyages vers l'Asie. Le monde a changé depuis 2021 et la situation actuelle nous montre qu'il est urgent d'avoir une autonomie stratégique sur nos lignes aériennes"*.

Un gros client de Liège

Le dossier divise toutefois le secteur aérien en Europe. Si la plupart des compagnies seraient très contentes de voir cet accord suspendu, beaucoup d'aéroports souhaitent le maintenir. L'arrivée des avions de Qatar Airways représente une activité supplémentaire pour ces derniers. À Zaventem, cela correspond à deux vols quotidiens vers Doha.

Mais c'est surtout à l'aéroport de Liège qu'une suspension des vols qataris pourrait avoir un impact. Qatar Airways représente ainsi 8 % de l'activité fret de l'aéroport de Bierset.

Pour l'économiste, il est toutefois *"trop tard"* pour annuler l'accord. *"On a trop de dépendance, notamment énergétique, avec le Qatar. Mais il est toujours possible de le renégocier plus favorablement pour les Européens et en étant plus stricts sur les clauses de transparence."*

Raphaël Meulders

Beaucoup se posent la question : que se cache-t-il derrière cet accord "peu favorable à l'Europe" signé avec le Qatar.